

PLAN CLIMAT- AIR-ÉNERGIE TERRITORIAL

HORIZON

20
50

CHOISY
LA BALME DE SILLINGY
LOVAGNY
MÉSIGNY
NONGLARD
SALLENÔVES
SILLINGY



DÉCEMBRE 2025

LE CHANGEMENT
CLIMATIQUE CONCERNE
TOUS LES TERRITOIRES,
ET LA CCFU N'EST PAS
ÉPARGNÉE PAR SES
CONSÉQUENCES !



ÉDITO

La lutte contre le changement climatique représente aujourd'hui un défi majeur du XXI^e siècle et les politiques publiques internationales, européennes, nationales, régionales, intègrent de plus en plus ces enjeux climatiques, tant sur les volets :

- d'"atténuation", visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre,
- que d'"adaptation" dont l'objectif est de réduire la vulnérabilité d'un territoire au changement climatique.

La communauté de communes Fier et Usse (CCFU) n'est pas épargnée par les conséquences du changement climatique et nous avons souhaité nous engager dans l'élaboration de notre premier **Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET)** afin de contribuer aux enjeux du climat.

À l'échelle de notre territoire, ce projet définit les orientations à suivre pour notre avenir commun. **Élaboré de manière concertée et participative**, il est avant tout l'expression des attentes et des besoins des acteurs locaux (habitants, entreprises, exploitants agricoles, partenaires).

Que soient remerciés toutes celles et ceux qui ont pris part à la démarche.

Un plan d'actions concret organisé autour de **3 ambitions**, de **19 objectifs** et de **61 actions** exprime le caractère opérationnel de notre Plan Climat-Air-Énergie Territorial. Il vise à accompagner l'ensemble des acteurs du territoire dans sa mise en place. Ce programme n'est bien sûr pas figé, les actions et politiques publiques seront ajustées et adaptées aux besoins émergents.

Grâce à ce document que nous avons souhaité synthétique et dynamique, nous souhaitons que chacun puisse s'approprier notre Plan Climat-Air-Énergie Territorial et s'engager dans sa mise en œuvre.

HENRI CARELLI,
PRÉSIDENT
DE LA CCFU,
MAIRE DE LOVAGNY



& JACQUELINE CECCON,
CONSEILLÈRE COMMUNAUTAIRE DÉLÉGUÉE
À L'ENVIRONNEMENT ET À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



ÉTAPES DU PCAET

PAGE 4

1

DÉBUT 2024

RÉALISATION D'UN DIAGNOSTIC

Le diagnostic dresse l'état des lieux de l'énergie, des émissions de gaz à effet de serre, des énergies renouvelables, de la qualité de l'air, de la séquestration de carbone et de la vulnérabilité aux effets du changement climatique.

PAGE 14

2

FIN 2024

DÉFINITION D'AMBITIONS

Les ambitions correspondent aux orientations politiques pour répondre aux enjeux identifiés grâce au diagnostic.

PAGE 15

3

DÉBUT 2025

CONSTRUCTION D'UN PROGRAMME D'ACTIONS

Le programme d'actions consiste à décrire précisément les mesures à mettre en œuvre pour répondre aux ambitions et objectifs fixés.

4

À PARTIR DE 2026

MISE EN PLACE ET SUIVI DANS LE TEMPS DU PROGRAMME D'ACTIONS

UN PROJET EN CONCERTATION AVEC LES ACTEURS DU TERRITOIRE

Ce PCAET repose sur un socle : celui de la concertation associant élus, citoyens, acteurs du territoire, partenaires techniques, et ce, tout au long de la démarche.

Plusieurs ateliers, rencontres et entretiens ont été organisés pour recueillir les attentes et propositions d'actions des différents acteurs.

La CCFU souhaite accompagner les communes, les habitants, les agriculteurs et les entreprises dans une démarche de transition écologique et de résilience face au changement climatique.

Le PCAET de la CCFU a été élaboré en interne par un chargé de mission référent, Killian L'Homme, qui assurera également la mise en place et le suivi du programme d'actions.

Les services de l'État, qui nous ont accompagné tout au long de la démarche, ont souligné la qualité du projet mené et son caractère complet, détaillé et opérationnel.

EN QUELQUES CHIFFRES

- 6 ateliers fresque du climat
- 2 ateliers "élus"
- 1 atelier "agriculteurs"
- 3 ateliers "habitants"
- 1 atelier "acteurs économiques"
- 12 entretiens individuels avec les partenaires techniques et institutionnels
- 5 réunions de comité de pilotage

LES OBJECTIFS DU PCAET

LE PCAET EST UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE QUI A POUR AMBITIONS :

- LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE
- LA MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE
- L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR
- L'ADAPTATION DU TERRITOIRE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

HORIZON

20
50



CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE ET ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCFU

ÉNERGIE FINALE

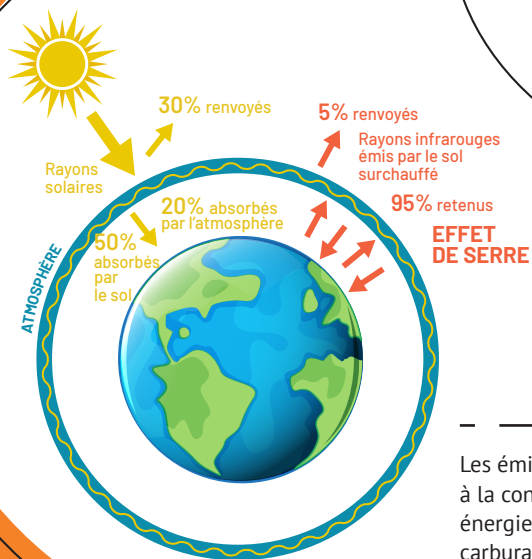
→ Énergie livrée à l'utilisateur final (électricité, carburant à la pompe, fioul dans une chaudière, etc.)

GAZ À EFFET DE SERRE

Le changement climatique est causé par l'augmentation des gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère car ils renvoient plus de chaleur sur terre.

On distingue 4 principaux GES sur Terre :

- Le dioxyde de carbone (CO₂) : émis par la combustion des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) et par la déforestation ;
- Le méthane (CH₄) : émis par les rejets des ruminants et l'exploitation des combustibles fossiles ;
- Le protoxyde d'azote (N₂O) : émis par les engrais agricoles ;
- Les gaz fluorés : fuites des systèmes de climatisation et de réfrigération.

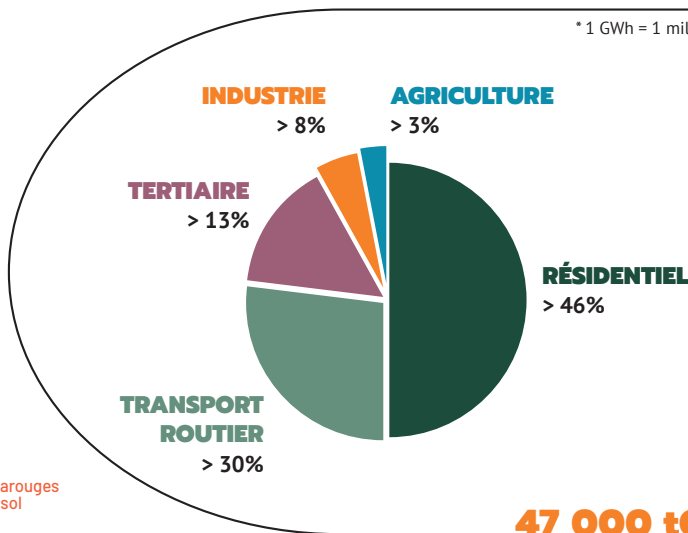


DIAGNOSTIC

224 GWh*

CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE

* 1 GWh = 1 million de kWh



+27 %

CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE PAR RAPPORT À 1990

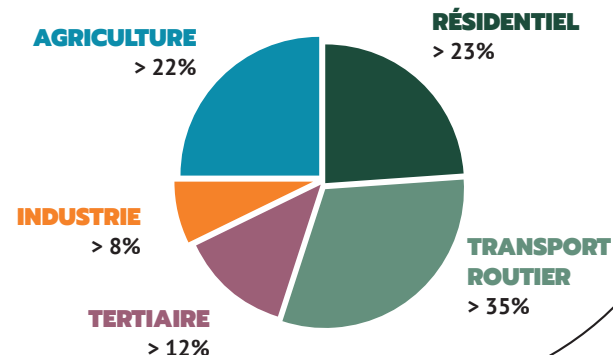
47 000 tCO₂-éq

ÉMISSIONS DE GES

L'équivalent CO₂ (CO₂-éq) permet de comparer les émissions des différents GES grâce à une seule unité de mesure

Les émissions de GES sont dues à la consommation des différentes énergies (électricité, fioul, gaz, bois, carburant, ...) mais pas seulement ! Elles sont liées à l'agriculture (élevage et cultures), à l'usage de solvants, à certains usages industriels ou aux fuites de gaz fluorés des appareils de climatisation.

Les émissions de GES sont stables depuis 1990, notamment grâce à l'amélioration des performances des bâtiments et des transports.



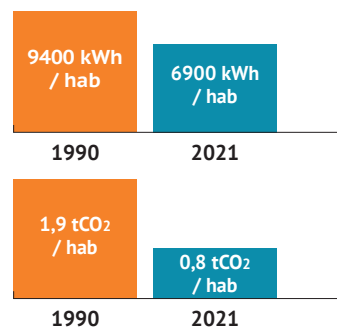
* Chiffres 2022

FOCUS RÉSIDENTIEL



BAISSE DES CONSOMMATIONS ET DES ÉMISSIONS PAR HABITANT

**UNE CONSOMMATION ET DES ÉMISSIONS
DE GES par habitant en baisse**



+ 34 % > CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE
par rapport à 1990 due à la hausse de la population

COMMENT EXPLIQUER CES BAISSSES ?

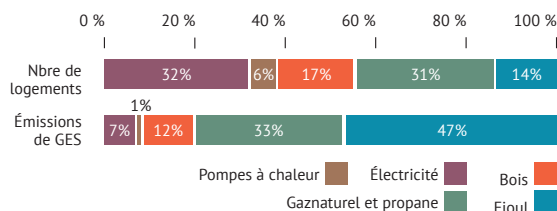
- 1 Amélioration des performances énergétiques des bâtiments (rénovation et bâtiments neufs basse consommation)
- 2 Appareils électriques moins gourmands en énergie
- 3 Diminution du chauffage au fioul
- 4 Comportement vertueux des habitants

LE CHAUFFAGE : PRINCIPAL CONSOMMATEUR ET ÉMETTEUR

Répartition de la consommation d'énergie et des émissions de GES du résidentiel par usage :

	Consommation	Émissions de GES
Chauffage	66 %	78 %
Cuisson	5 %	5 %
Éclairage	2 %	1 %
Eau chaude	9 %	9 %
Réfrigération / Congélation	4 %	1 %
Lave linge / Lave vaisselle	5 %	2 %
Autres	10 %	3 %

Quels sont les modes de chauffage sur le territoire de la CCFU ?



Le fioul est une énergie fortement carbonée qui émet 6 fois plus de GES que l'électricité pour la même quantité d'énergie consommée. Le fioul ne représente que 14% du nombre de logements à la CCFU, mais 48% des émissions de GES.

DES LOGEMENTS ANCIENS PLUS CONSOMMATEURS

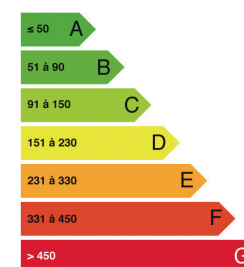
Le diagnostic de performance énergétique (DPE) renseigne sur la performance énergétique et climatique d'un logement (étiquettes A à G), en évaluant sa consommation d'énergie et son impact en termes d'émissions de gaz à effet de serre.

Plus l'étiquette est élevée, plus le logement consomme d'énergie et émet des GES.

L'étiquette énergie des logements est principalement liée à l'année de construction car les normes en termes d'efficacité énergétique étaient moins strictes avant 1974.

SUR LA CCFU, 25% DES LOGEMENTS SONT DES "PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES"

Logement économe



Logement énergivore

Sur la CCFU

- A : 4% (soit 265 logements)
- B : 8% (soit 486 logements)
- C : 26% (soit 1583 logements)
- D : 14% (soit 863 logements)
- E : 23% (soit 1372 logements)
- F : 18% (soit 1059 logements)
- G : 7% (soit 387 logements)

"Passoires énergétiques"

FOCUS

TRANSPORT ROUTIER

105 MILLIONS DE KM
PARCOURUS EN 2019

98,6 %

des véhicules en circulation
sur le territoire utilisent
un carburant pétrolier



L'essence
et le diesel
émettent
beaucoup
de GES

16 500 tCO₂-éq

-15 % DES ÉMISSIONS PAR RAPPORT À 1990
COMMENT EXPLIQUER CETTE BAISSE ?

Malgré une augmentation du trafic routier à la CCFU, les véhicules sont **de plus en plus performants** et consomment moins de carburant qu'avant. Néanmoins, la taille des véhicules augmente en parallèle et vient contrebalancer en partie cette baisse des émissions.

L'essor des **véhicules électriques** n'est pas suffisant pour atténuer l'impact des véhicules thermiques.

96 MILLIONS DE KM
TRANSPORT DE PERSONNE

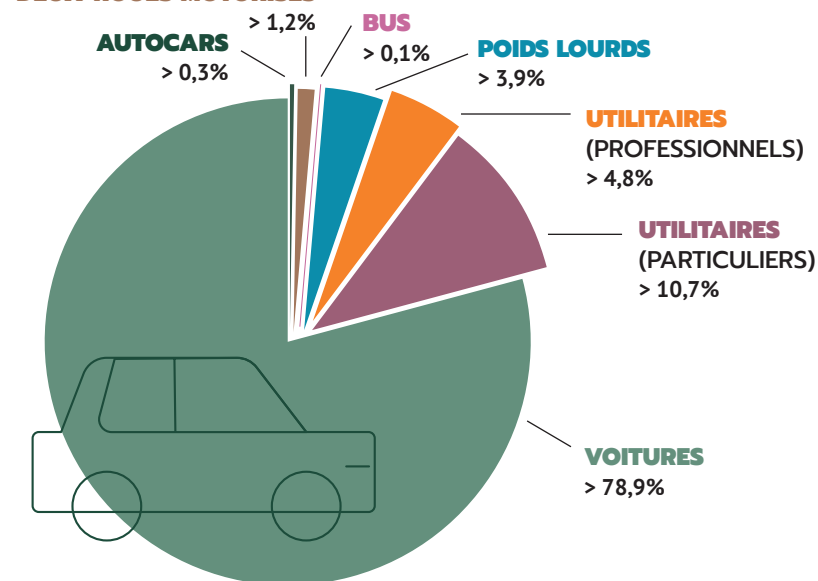


9 MILLIONS DE KM
TRANSPORT DE MARCHANDISES



RÉPARTITION DES KILOMÈTRES PARCOURUS PAR TYPE DE VÉHICULE MOTORISÉ

DEUX-ROUES MOTORISÉS



FOCUS

AGRICULTURE

À NOTER QUE L'AGRICULTURE
NE REPRÉSENTE QUE 3%
DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES



ÉNERGIE ET GES



CHEPTELS

> 70%
DES ÉMISSIONS
DE GES DE L'AGRICULTURE



ENGRAIS

> 16%
DES ÉMISSIONS
DE GES DE L'AGRICULTURE



ENGINS

> 13%
DES ÉMISSIONS
DE GES DE L'AGRICULTURE



TANK À LAIT ET SÉCHEURS

> 1%
DES ÉMISSIONS
DE GES DE L'AGRICULTURE

**LA FERMENTATION DIGESTIVE
DES RUMINANTS EST RESPONSABLE
DE REJETS DE MÉTHANE (CH₄),
UN GES 28 FOIS PLUS PUISSANT
QUE LE CO₂.**

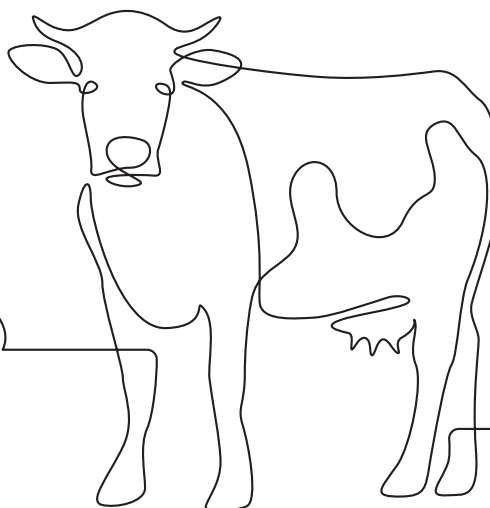
**L'USAGE D'ENGRAIS
AZOTÉS POUR LES CULTURES
GÉNÈRE DES ÉMISSIONS
DE PROTOXYDE D'AZOTE (N₂O),
UN GES 273 FOIS PLUS PUISSANT
QUE LE CO₂**

**10 000
tCO₂-éq**

- 29% d'émissions
par rapport à 1990

COMMENT EXPLIQUER CETTE BAISSE ?

- 1 Diminution des cheptels bovins
(cessation d'activité, conversion vers
d'autres filières : ovins, maraîchage, etc.).
- 2 Baisse de l'usage d'engrais azotés



* Chiffres 2022

PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCFU

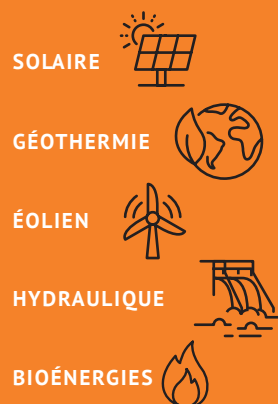
ÉNERGIE RENOUELE (EnR)

→ ÉNERGIE INÉPUISABLE
À L'ÉCHELLE HUMAINE

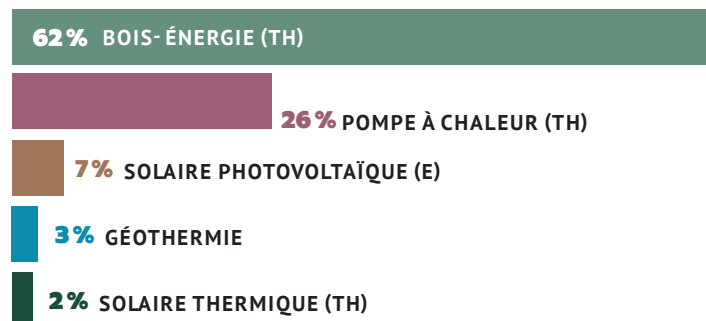
2 TYPES D'EnR :

- LES EnR ÉLECTRIQUES (E)
QUI PRODUISENT DE L'ÉLECTRICITÉ
- LES EnR THERMIQUES (TH) QUI PRODUISENT
DE LA CHALEUR ET/OU DU FROID

5 FAMILLES D'ÉNERGIES RENOUELE (EnR)



UNE PRODUCTION D'EnR PRINCIPALEMENT LIÉE AU BOIS



36 GWh

produits
+ 31 % par
rapport à 2011

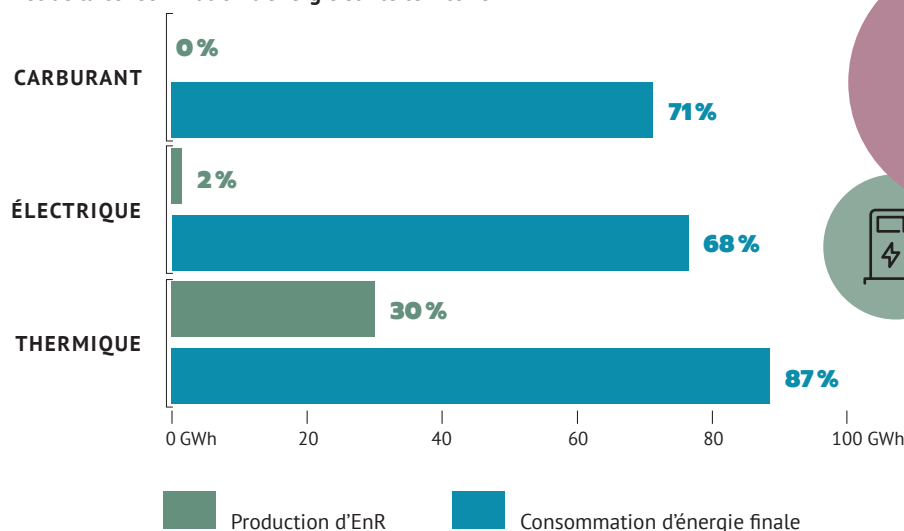


UNE AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE TRÈS FAIBLE ET UNE DÉPENDANCE FORTE AUX ÉNERGIES FOSSILES

14%

de la consommation
du territoire est couverte
par la production locale
d'énergie

Comparaison de la production d'énergie renouvelable
et de la consommation d'énergie sur le territoire



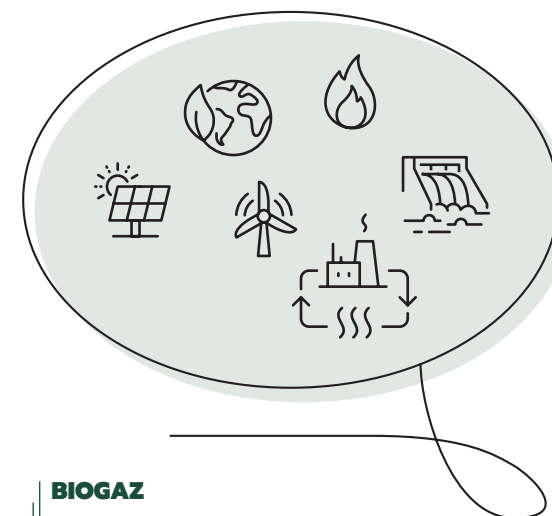
56%

de l'énergie consommée
sur le territoire
est d'origine fossile
(gaz, carburants,
fioul, etc.)





ÉNERGIE ET GES



UN POTENTIEL DE PRODUCTION IMPORTANT

Il serait possible de produire **170 GWh** sur le territoire, soit 5 fois plus qu'aujourd'hui !

SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

24,8 GWh

- > Gisement porté majoritairement sur toitures résidentielles.

SOLAIRE THERMIQUE

9,5 GWh

- > Gisement sur de nombreuses toitures.

GÉOTHERMIE

7,5 GWh

- > Potentiel sur l'ensemble du territoire.
- > Utilisation possible en réseau de chaleur.

BOIS-ÉNERGIE

95 GWh

- > Important couvert forestier.
- > Utilisation possible en réseau de chaleur.

BIOGAZ

4,6 GWh

- > Gisement principalement agricole : fumier, lisier, résidus de cultures.
- > Injection possible dans le réseau de gaz

Il s'agit d'un potentiel estimé maximum.



L'utilisation de ces énergies permettrait de réduire les émissions de GES liées à l'utilisation de combustibles fossiles (fioul et gaz naturel).

QUALITÉ DE L'AIR

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCFU



AIR

POLLUTION DE L'AIR

→ GAZ ET PARTICULES EN SUSPENSION PRÉSENTS DANS L'AIR DONT LES NIVEAUX DE CONCENTRATION SONT NUISIBLES POUR LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

POLLUANT
ATMOSPHÉRIQUE
IMPACT À L'ÉCHELLE
LOCALE

≠

GAZ À EFFET DE SERRE
IMPACT À L'ÉCHELLE
MONDIALE

Le changement climatique et la pollution de l'air sont des problématiques étroitement liées car les polluants de l'air et les GES sont souvent générés par les mêmes activités humaines.



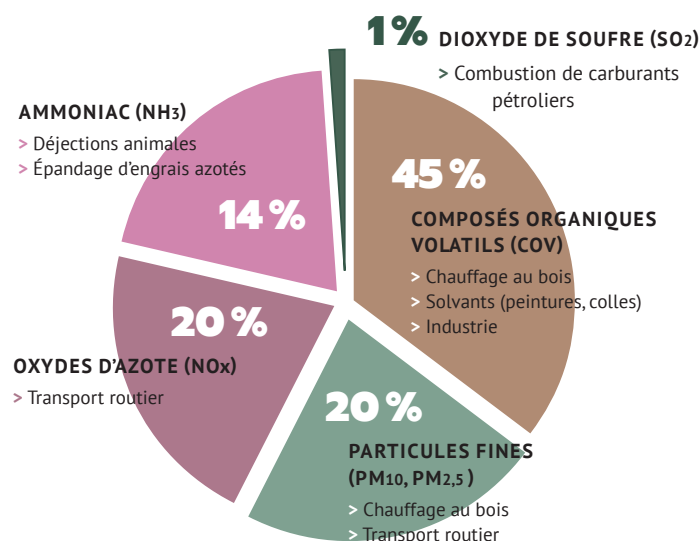
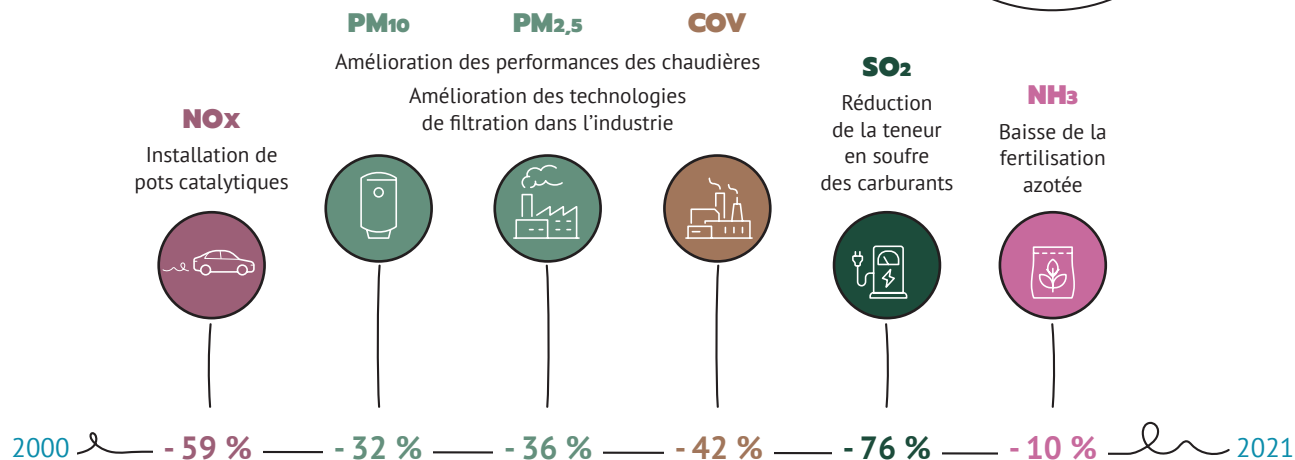
DES ÉMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES EN BAISSSE

COMMENT EXPLIQUER LA BAISSSE DES ÉMISSIONS
ENTRE 2000 ET 2021 ?

426
TONNES

Émissions de polluants
atmosphériques

- 42 % depuis 2000



**UNE QUALITÉ
DE L'AIR ACCEPTABLE
SUR LE TERRITOIRE
CAR EN-DESSOUS
DES SEUILS NATIONAUX**

La **qualité de l'air est bonne** car la topographie du territoire tend à disperser les polluants. Le territoire est assez vulnérable à l'ozone, produit par réaction chimique entre COV et NOx.

SÉQUESTRATION DE CARBONE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCFU

PUITS DE CARBONE

→ ÉCOSYSTÈME QUI CAPTE LE CO₂ ATMOSPHÉRIQUE (FORÊTS, PRAIRIES, ZONES HUMIDES, ETC.)

Les puits de carbone sont essentiels car ils absorbent une partie des émissions de GES.

La forêt représente le premier stock de carbone, en raison à la fois de la superficie importante du couvert forestier, mais également de son pouvoir de stockage de carbone pour la croissance des arbres.

Les prairies constituent un important stock de carbone, grâce à un couvert végétal permanent et dense, mais également grâce à l'absence de travail et de labour du sol.



LA FORÊT, UN PUIT DE CARBONE IMPORTANT

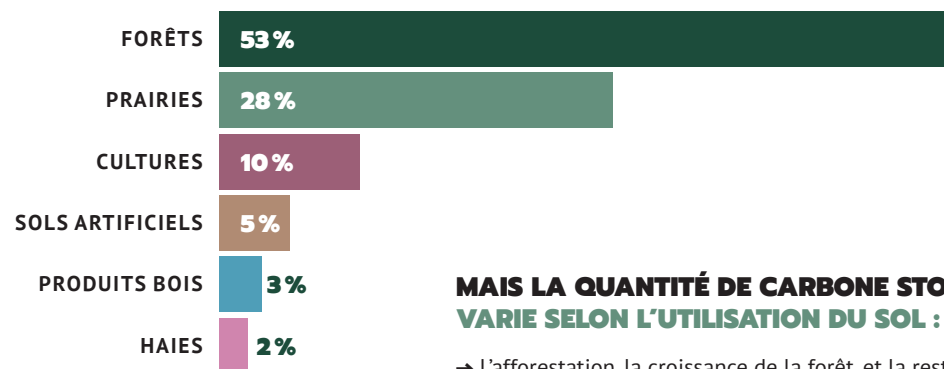


**800 000
TONNES**

de carbone stockés



RÉPARTITION DU STOCK DE CARBONE PAR OCCUPATION DU SOL



MAIS LA QUANTITÉ DE CARBONE STOCKÉ VARIE SELON L'UTILISATION DU SOL :

- L'afforestation, la croissance de la forêt, et la restauration de zones humides, se traduisent par une absorption du carbone atmosphérique
Augmentation de la surface de forêt de 2 ha/an, sur le territoire de la CCFU, entre 2015 et 2020
> absorption de carbone
- La conversion des prairies en terres arables, la déforestation, et l'artificialisation des sols (urbanisation), se traduisent par une émission du carbone stocké
Artificialisation de 9,4 ha/an de surfaces agricoles, sur le territoire de la CCFU, entre 2015 et 2020
> émission de carbone

AU TOTAL, LE TERRITOIRE ABSORBE 4 000 tCO₂-eq/AN, SOIT 7% DES ÉMISSIONS DE GES DE 2022.

En comparaison, le territoire français absorbe 4% de ses émissions de GES.

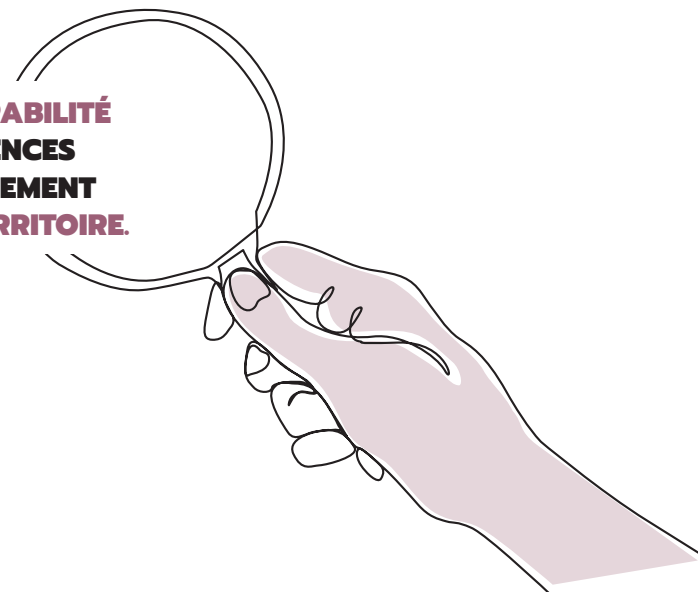
VULNÉRABILITÉ AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

SUR LE TERRITOIRE DE LA CCFU

CLIMAT SUR LE TERRITOIRE SUR LA PÉRIODE 1976-2005

CLIMAT ATTENDU SUR LE TERRITOIRE EN 2050 SANS POLITIQUE CLIMATIQUE PAR RAPPORT À LA PÉRIODE 1976-2005

L'ÉTUDE DE LA VULNÉRABILITÉ
ÉVALUE LES CONSÉQUENCES
ATTENDUES DU CHANGEMENT
CLIMATIQUE SUR LE TERRITOIRE.



TEMPÉRATURE MOYENNE

9,85°C

➤ + 0,8°C
par rapport
à la période
1947 - 1975

NOMBRE DE JOURS OÙ LA TEMPÉRATURE MAXIMALE QUOTIDIENNE DÉPASSE 25°C

42 JOURS/AN

➤ + 20 jours
depuis 1963

NOMBRE DE JOURS DE GEL

80 JOURS/AN

➤ - 20 jours
depuis 1982

CUMUL DE PRÉCIPITATIONS

1206 MM/AN

➤ Évolution variable
depuis 1981

12,15 °C

➤ + 2,3°C

71 JOURS/AN

➤ + 29 jours

49 JOURS/AN

➤ - 31 jours

1278 MM/AN

➤ + 72 mm/an
mais avec une baisse
des précipitations en été
et une hausse en hiver



CE QUI VA SE PASSER SANS POLITIQUE CLIMATIQUE :

CLIMAT

EAU

- **Baisse des ressources en eau** avec un impact sur l'eau potable, l'agriculture et les milieux aquatiques.
- **Perte de biodiversité** due à un réchauffement des cours d'eau et une baisse de leurs débits.

FORÊT

- **Modification des essences** avec, en 2100, un climat propice au développement d'essences présentes aujourd'hui sur le pourtour aquitain (pin maritime, bruyère, etc.).
- **Prolifération de ravageurs** comme le scolyte ou la chenille processionnaire.

AGRI - CULTURE

- **Baisse des rendements** due à une intensification des sécheresses.
- **Hausse des maladies** sur les troupeaux.

PHÉNOMÈNES EXTRÊMES

- **Intensification des inondations** sous l'effet d'une intensification des pluies à l'automne.
- **Apparition de feux de forêts.**
- **Augmentation des sécheresses** intenses.

SANTÉ

- **Hausse de la mortalité estivale** due aux épisodes de canicule plus fréquents.
- **Propagation de maladies exotiques** comme la dengue, le chikungunya ou le Zika.

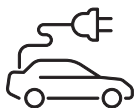
AMBITIONS

L'ÉTAT DES LIEUX A ABOUTI
À DÉFINIR 3 AMBITIONS



OBJECTIFS

1



ATTENUER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- > **1.1** Améliorer la performance énergétique des bâtiments privés
- > **1.2** Développer des mobilités alternatives et bas-carbone
- > **1.3** Engager les entreprises dans une démarche de transition écologique

- > **1.4** Soutenir une agriculture raisonnée et une alimentation locale
- > **1.5** Augmenter la production d'énergie renouvelable
- > **1.6** Accroître la séquestration de carbone
- > **1.7** Réduire la quantité de déchets produits
- > **1.8** Maintenir une bonne qualité de l'air

2



RENDRE LE TERRITOIRE RESILIENT FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- > **2.1** Aménager l'espace face aux risques naturels
- > **2.2** Améliorer le confort d'été
- > **2.3** Préserver la ressource en eau
- > **2.4** Protéger les écosystèmes et la biodiversité

- > **2.5** Rendre l'agriculture résiliente
- > **2.6** Protéger et adapter les forêts au changement climatique

3



RENDRE LA COLLECTIVITE EXEMPLAIRE

- > **3.1** Améliorer la performance énergétique des bâtiments publics
- > **3.2** Développer la production d'énergie renouvelable sur les bâtiments publics

- > **3.3** Verdir la flotte de véhicules des collectivités
- > **3.4** Optimiser l'éclairage public
- > **3.5** Systématiser la durabilité des achats publics

PROGRAMME D'ACTIONS

Pour atteindre les objectifs définis, la CCFU a établi une véritable **feuille de route opérationnelle et détaillée** qui précise les mesures à mettre en place pour les prochaines années.

Le programme d'actions adopté répond de manière cohérente aux enjeux climatiques et énergétiques du territoire, et engage des mesures réalisables et réalistes avec les moyens de la CCFU.

L'objectif recherché par la CCFU est **d'accompagner les différents acteurs** et ainsi d'avancer progressivement pour prendre en compte les enjeux climatiques et énergétiques.

LE PROGRAMME SE DÉCLINE EN 61 ACTIONS REGROUPÉES DANS 10 THÉMATIQUES :

LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS ET PARTENAIRES EST L'ÉLÉMENT ESSENTIEL DE LA RÉUSSITE DU PLAN D'ACTIONS, CAR LES ACTIONS NE SERONT PAS MISES EN PLACE UNIQUEMENT PAR LA COLLECTIVITÉ MAIS BIEN PAR L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU TERRITOIRE.

CIBLES

- HABITANTS -> 
- ÉCOLES -> 
- COLLECTIVITÉS -> 
- ENTREPRISES -> 
- AGRICULTEURS -> 
- PROPRIÉTAIRES FORESTIERS -> 

ANIMATION

L'animation de la démarche est primordiale afin d'engager et de maintenir une dynamique en faveur de la protection du climat, de mobiliser les différents acteurs et d'impulser la mise en place et le suivi des actions.



ACTIONS

- 1 • Animer et suivre le PCAET 
- 2 • Permettre la réappropriation du PCAET par les nouveaux élus après les élections municipales 
- 3 • Relayer la réglementation relative aux thématiques climat-air-énergie 



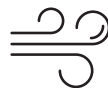
ANIMATION



ÉNERGIE



MOBILITÉ



AIR



AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE



DÉCHETS ET
ÉCONOMIE
CIRCULAIRE



EAU



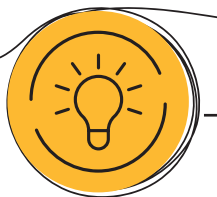
AGRICULTURE



BIODIVERSITÉ



FORÊT



ÉNERGIE

La ressource énergétique ne fait pas exception aux risques de pénurie, d'où la nécessité d'en limiter la consommation. La CCFU prépare la transition énergétique de son territoire pour plus de sobriété, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables.

ACTIONS

4 • Promouvoir les économies d'énergie

La sobriété énergétique vise à réduire la consommation d'énergie sans pour autant réduire la qualité de vie ou le confort en agissant uniquement sur les pratiques et les usages.

- > Organisation de cafés citoyens et de conférences
- > Lancement de défis citoyens pour sensibiliser aux économies d'énergie

5 • Organiser un défi de sobriété énergétique dans les écoles

6 • Organiser des événements autour de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables

- > Organisation de forums de la rénovation
- > Visites de logements rénovés
- > Balades thermographiques

7 • Développer le service local de conseil France Rénov'

Ce service, animé par l'association Asder, a vocation à conseiller les particuliers dans le montage des travaux de rénovation énergétique de leur logement, tant sur le plan technique que financier.

- > Permanences du conseiller France Rénov' dans les locaux de France Services **EN COURS**
- > Communication sur ce service **EN COURS**

8 • Massifier la rénovation énergétique

- > Identification des passoires énergétiques
- > Accompagnement dans les démarches et les aides disponibles en lien avec le service de conseil France Rénov'

9 • Optimiser l'efficacité énergétique des procédés industriels

- > État des lieux de la performance énergétique, puis préconisations de travaux et d'améliorations

10 • Accompagner la rénovation énergétique des bâtiments d'entreprises

- > Relai des dispositifs techniques et financiers existants concernant la rénovation énergétique.

11 • Réaliser et diffuser un cadastre solaire

Un cadastre solaire est un outil numérique accessible par tous qui fournit une estimation du potentiel de production d'énergie solaire d'une toiture (productible énergétique, coût d'investissement et rentabilité).

- > Mise en ligne d'un cadastre solaire

12 • Dynamiser les projets photovoltaïques

- > Identification des sites avec un fort potentiel solaire
- > Accompagnement dans les démarches et les aides disponibles en lien avec le service de conseil France Rénov'

13 • Soutenir une centrale citoyenne

Une centrale citoyenne d'énergie est une société locale à gouvernance citoyenne qui porte des projets photovoltaïques sur des toitures publiques et privées.

- > Développement d'une centrale citoyenne sur notre territoire en animant des réunions d'information, en faisant émerger des projets et en mettant en relation les citoyens.

14 • Encourager la qualification et la certification des entreprises pour la rénovation énergétique et les EnR

15 • Engager la sobriété énergétique des collectivités

16 • Accompagner les collectivités dans l'amélioration de la performance énergétique de leurs bâtiments

17 • Développer le solaire photovoltaïque sur les bâtiments et parkings communaux et communautaires

18 • Construire des bâtiments publics à plus haute performance environnementale

19 • Concevoir des réseaux de chaleur et de froid

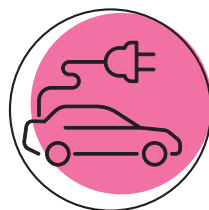
Un réseau de chaleur permet de bénéficier de tarifs plus stables grâce à des énergies locales, de centraliser la production d'énergie dans des chaufferies performantes et surveillées, et l'utilisation d'énergies renouvelables.

20 • Réaliser et mettre en place les actions du bilan carbone des collectivités

21 • Moderniser l'éclairage public en installant des luminaires performants et en réduisant la durée d'allumage

- > Travaux en cours dans les communes **EN COURS**

MOBILITÉ



L'augmentation de la population et l'usage quasi-exclusif de la voiture individuelle nécessitent le développement de nouvelles formes de mobilité décarbonées.

La CCFU s'est saisie de cette thématique afin de proposer des solutions alternatives aux habitants.

ACTIONS

22 • Poursuivre la mise en œuvre du plan de mobilité simplifié

La CCFU a adopté en 2023 un Plan de mobilité simplifié pour développer les transports collectifs, les mobilités actives et les alternatives à la voiture individuelle.

> Mise en place progressive des actions du plan de mobilité simplifié **EN COURS**

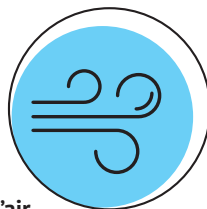
23 • Transférer la compétence d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (IRVE) au Syane

Le Syndicat des énergies et de l'aménagement numérique de la Haute-Savoie (Syane) met en œuvre un service public de recharge pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables (réseau eborn).

24 • Déployer des bornes de recharge pour les véhicules électriques

25 • Acquérir des véhicules à faibles émissions pour les collectivités

QUALITÉ DE L'AIR



La santé des habitants est impactée par la pollution de l'air et la volonté de la CCFU est de maintenir une bonne qualité de l'air.

ACTIONS

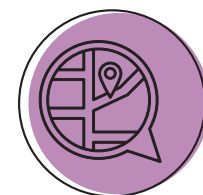
26 • Promouvoir les bonnes pratiques de chauffage au bois

La combustion du bois émet des particules fines, qui dépend fortement du type d'appareil, de son ancienneté et des pratiques.

> Diffusion de plaquettes de sensibilisation et de guides de bonnes pratiques de chauffage au bois.

27 • Lutter contre le brûlage des déchets à l'air libre

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Le changement climatique accentue les risques naturels et la CCFU s'engage à adapter le territoire aux événements climatiques.

ACTIONS

28 • Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans les documents d'urbanisme

29 • Intégrer les thématiques climat-air-énergie dans la charte de construction

30 • Identifier les îlots de chaleur

L'îlot de chaleur provoque des températures plus élevées en raison des surfaces imperméables, du manque de végétation et des bâtiments, augmentant les risques pour les populations fragiles.

31 • Désimperméabiliser et végétaliser les espaces publics

32 • Adapter les usages et les pratiques aux épisodes de sécheresse

> Sensibilisation sur les travaux et comportements pertinents pour améliorer le confort des bâtiments en été
> Renforcement des obligations de prévention pour les employeurs
> Renforcement de la protection sanitaire des populations sensibles

33 • Rendre les infrastructures et les réseaux résilients

Le changement climatique accentue les inondations et les sécheresses, perturbant les infrastructures, les transports et l'approvisionnement en eau et en électricité.

> Adaptation en matière de voirie (utilisation de revêtements de sol résistants à la sécheresse), d'eau potable (interconnexion des réseaux), de réseaux d'assainissement (infiltration à la parcelle) et d'électricité (enfouissement et maillage des réseaux). **EN COURS**



DÉCHETS ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE



La croissance de la population et le changement des modes de consommation expliquent l'augmentation de la production de déchets. Leur traitement est devenu un enjeu majeur dont la CCFU s'est emparée. L'objectif est de diminuer les volumes des déchets et de faire progresser la part des déchets recyclés.

ACTIONS

- 34 • Promouvoir la réduction des déchets des collectivités**
- 35 • Augmenter le tri des déchets et le compostage**
 - > Distribution gratuite de composteurs en plastique aux habitants **EN COURS**
- 36 • Encourager la création d'une recyclerie et d'un repair'café**
 - > Espace recyclerie créé dans la nouvelle déchetterie **EN COURS**
- 37 • Organiser la gestion des déchets inertes de la construction**
 - > Identification des besoins du territoire pour organiser le stockage des déchets inertes (terres, gravats) issus de la construction et des infrastructures
- 38 • S'orienter vers 100% d'achats publics durables**

EAU



La ressource en eau est essentielle et fragile. Alors que des événements climatiques plus intenses se répètent (périodes de canicule, de sécheresse, problèmes de qualité), la CCFU poursuit et renforce ses actions pour sécuriser la ressource.

ACTIONS

- 39 • Promouvoir les économies d'eau**
 - > Sensibilisation sur les bonnes pratiques domestiques et de jardinage
 - > Promotion de l'eau de pluie pour des usages ne nécessitant pas une eau potable
- 40 • Lancer un défi de sobriété en eau dans les écoles**
- 41 • Engager des économies d'eau dans les collectivités**
- 42 • Réduire le taux de fuites sur le réseau d'eau potable**
 - > Organisation régulière de campagnes de recherche et de réparation de fuites **EN COURS**

- 43 • Suivre finement les prélèvements d'eau privés et publics**
 - > Déploiement d'appareils de suivi du débit des captages d'eau potable
 - > Communication sur l'obligation de déclaration des ouvrages privés de prélèvement d'eau privé

- 44 • Encourager les économies d'eau du secteur économique**

- 45 • Restaurer l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau**

- > Restauration de la continuité écologique
- > Restauration des boisements de bords de cours d'eau

- 46 • Préserver et restaurer les zones humides**

Une zone humide, où l'eau est présente en surface ou près du sol, abrite la biodiversité, régule les crues, stocke le carbone et soutient l'étiage.

- > Réalisation d'une cartographie détaillée des zones humides du territoire

EN COURS

- > Restauration des zones humides
- > Sensibilisation aux enjeux

AGRICULTURE



Les espaces agricoles sont directement concernés par le changement du climat qui impacte les élevages et les cultures. La CCFU souhaite protéger l'agriculture en l'accompagnant dans sa transition.

ACTIONS

- 47 • S'orienter vers des pratiques agricoles réduisant la fertilisation azotée**
 - > Animations et retours d'expérience sur l'usage raisonné de l'azote pour limiter les doses et les pertes
- 48 • Engager une démarche de restructuration foncière**
 - Le morcellement des parcelles augmente les coûts, les déplacements et les émissions de gaz à effet de serre.*
 - > Regroupement des champs en tenant compte des enjeux environnementaux pour renforcer la résilience

49 • Adapter les pratiques agricoles aux sécheresses et aux intempéries

- > Animations et retours d'expérience sur les variétés résistantes à la sécheresse ou à l'excès d'eau et sur le matériel d'irrigation

50 • Entretenir et valoriser les haies bocagères

Les haies bocagères fertilisent le sol, abritent la biodiversité, protègent cultures et bétail et produisent du bois.

- > Réalisation d'un état des lieux des haies bocagères du territoire
- > Organisation de filières de valorisation en litière ou en chaufferie collective

51 • Planter des haies bocagères

- > 600 m de haies plantées début 2026 **EN COURS**

52 • Produire et distribuer localement des produits de qualité

BIODIVERSITÉ

Le territoire présente des qualités paysagères et environnementales riches mais la biodiversité de ces espaces est menacée par l'évolution du climat. La CCFU est consciente de son importance écologique et agit pour sa sauvegarde.

ACTIONS

53 • Protéger les espaces naturels à enjeux

Les écosystèmes fournissent alimentation, énergie, air et paysages, mais le changement climatique les affecte. La CCFU gère les ENS via l'entretien des espaces, le suivi des espèces et la sensibilisation des propriétaires.

- > Mise en œuvre des plans de gestion des espaces naturels sensibles (ENS)

EN COURS

54 • Lutter contre les espèces exotiques envahissantes (EEE)

- > Participation à la lutte contre l'ambrosie et le frelon asiatique **EN COURS**

55 • Promouvoir l'entretien raisonné des espaces verts

Un fauchage trop fréquent des espaces verts réduit la biodiversité en supprimant les fleurs utiles aux abeilles.

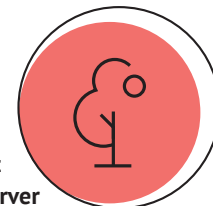
- > Sensibilisation sur l'entretien raisonné des espaces verts



ACTIONS

FORÊT

La forêt joue une place importante au sein du territoire mais elle subit les effets de la hausse des températures. La CCFU entreprend de préserver les espaces forestiers.



ACTIONS

56 • Mobiliser les propriétaires privés pour améliorer la gestion forestière

Un manque de gestion des forêts privées est constaté à l'heure actuelle sur le territoire de la CCFU.

- > Organisation de rencontres sur les enjeux et pratiques à adopter (maladies, ravageurs, climat, essences adaptées)
- > Regroupement des propriétaires au sein d'une structure commune pour gérer une surface pertinente et bénéficier des aides nationales

57 • Améliorer la gestion forestière publique

- > Augmentation de la surface forestière publique en menant des acquisitions foncières

58 • Structurer une filière bois-énergie

Le potentiel en bois-énergie local est conséquent mais encore très partiellement exploité et inégalement réparti.

- > Identification du potentiel de production des forêts
- > Identification des besoins en matière de bois d'œuvre et de chauffage

59 • Planter des essences forestières adaptées au climat

60 • Sensibiliser au risque de feux de forêts

61 • Protéger les forêts contre les incendies

En asséchant la végétation, le réchauffement climatique entraîne une augmentation du risque de feux de forêts.

- > Création de pistes forestières pour faciliter l'accès aux secours
- > Installation de citernes pour la permanence de l'eau



UNE MISE EN PLACE PROGRESSIVE...

La mise en place du programme d'actions s'échelonnera sur 6 ans entre 2026 et 2032. La mobilisation de l'ensemble des acteurs et partenaires est l'élément essentiel de la réussite du plan d'action, car l'atteinte des objectifs dépendra de l'implication de chacun : citoyens, entreprises, agriculteurs, partenaires institutionnels, collectivités.